



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 21 février 2013  
Numéro 283

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*Le Liban sans Etat. Mikati aux syndicats: laissez-moi travailler*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La tempête du projet sectaire menace d'approfondir la crise. Nouveaux repositionnements et concertations pour une issue consensuelle*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Pas de financement pour l'échelle des salaires*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Mikati: je ne peux plus continuer de la sorte*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Les prémices du projet orthodoxe: doutes sur la tenue des élections*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*L'ASL précise ses menaces contre le Hezbollah*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Le Liban se dissocie des menaces de l'ASL*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Liban: l'acte d'accusation requiert la peine de mort contre Samaha*

---

## L'événement

### *Forcing diplomatique russe pour une solution en Syrie*

La Russie poursuit sur plus d'un tableau son forcing diplomatique pour tenter de trouver une issue politique à la crise syrienne. Après des mois de tensions, Moscou et la Ligue arabe ont tenu, hier, à montrer qu'ils étaient sur la même longueur d'onde à l'occasion du forum arabo-russe, organisé dans la capitale russe. Lors d'une conférence de presse conjointe tenue avec le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergéï Lavrov, a fait état «d'indices positifs» sur le début d'un dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition.

Par ailleurs, l'émissaire spécial de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie Lakhdar Brahimi a accepté de prolonger sa mission d'au moins six mois. «Il a le sentiment que sa mission n'est pas finie», a indiqué un diplomate onusien sous couvert d'anonymat. Le premier mandat de six mois de M. Brahimi, qui avait remplacé à ce poste l'ex-secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, arrive à échéance vendredi 22 février.

Dimanche dernier, M. Brahimi a déclaré qu'un dialogue entre l'opposition et une délégation du régime de Damas pourrait se tenir dans un siège de l'Onu.

Ceci dit, aucune visite de Lakhdar Brahimi n'est prévue à Moscou dans un avenir proche, a annoncé mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Guennadi Gatilov. «Je peux dire que Lakhdar Brahimi n'arrivera pas aujourd'hui à Moscou, et que nous ne l'attendons pas ici dans un avenir proche», a indiqué M. Gatilov. Le diplomate a ainsi démenti les informations diffusées par certains médias selon lesquelles M. Brahimi serait attendu à Moscou.

En revanche, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Moualem, se rendra le 25 février à Moscou pour des négociations, a annoncé Guennadi Gatilov. Le chef de Coalition nationale syrienne, cheikh Moaz al-Khatib, est attendu lui début mars dans la capitale russe.

Sur le terrain, les combats se sont poursuivis dans plusieurs régions de Syrie et ont été marqués par l'arrêt de la progression des rebelles autour de l'aéroport international d'Alep, où l'armée a envoyé d'importants renforts.

Par ailleurs, un missile, probablement un Scud, a atteint le poste de commandement de la principale formation insurgée près de Damas, Liwa el-Islam, blessant son chef et fondateur, cheikh Zahran Allouch, ont rapporté des rebelles. «Nous ne pouvons pas révéler l'état de santé de cheikh Zahran Allouch», a déclaré le porte-parole de l'organisation, qui est par ailleurs son cousin. Le tir a fait d'autres victimes, ont ajouté les rebelles.

À Damas toujours, un footballeur a été tué et quatre autres ont été blessés par la chute de deux obus de mortier sur un complexe sportif du centre de la capitale, a indiqué un dirigeant sportif. «L'attaquant Youssef Souleiman, 23 ans, de l'équipe el-Wathba a été tué et quatre joueurs d'el-Nawaïr de Hama ont été blessés par les éclats d'obus alors qu'ils se trouvaient dans leurs chambres de l'hôtel Tchrine», a révélé ce responsable, qui se trouvait sur place. Les obus sont tombés dans le jardin de l'hôtel contigu au stade, a-t-il précisé.

## An Nahar

*Khalil Fleihane, journaliste libanais proche du 14-Mars*

Le gaz et le pétrole situés dans la Zone d'exclusivité économique du Liban ont l'effet d'un aimant sur les grandes puissances. Première illustration de ce phénomène la visite hier au Liban du secrétaire d'État au Foreign Office, William Hague, qui doit rencontrer le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Gébran Bassil, après avoir été reçu hier par le chef du gouvernement Najib Mikati. Les deux hommes ont évidemment discuté de la nécessité de préserver la stabilité du Liban à l'ombre de la crise syrienne, ainsi que du dossier problématique des réfugiés syriens au Liban. M. Hague devrait également rencontrer aujourd'hui le président de la République, le président de la Chambre et le commandant en chef de l'armée, pour officialiser encore plus le soutien de la Grande-Bretagne aux institutions et à l'armée libanaises. Toutefois, sa principale rencontre aura lieu avec le ministre Bassil. Des sources diplomatiques affirment que M. Hague a pris connaissance par le biais de l'ambassadeur de son pays au Liban, Tom Fletcher, du rapport qui lui a été adressé la semaine dernière au sujet du lancement par le ministre Bassil de la campagne de pré-qualification des sociétés appelées à participer à l'appel d'offres pour la prospection du pétrole et du gaz au large du littoral libanais, du 15 février au 28 mars prochain.

Ces sources notent que le dernier chef de la diplomatie britannique à s'être rendu à Beyrouth était David Miliband, en 2008, dans des circonstances différentes.

La visite de M. Hague revêt une dimension politique non négligeable, précisent-elles, en vertu du contexte politique régional. M. Hague exprimera ainsi son soutien à la politique de dissociation menée par le gouvernement vis-à-vis du conflit syrien et sa satisfaction de voir le Liban remplir son devoir humanitaire vis-à-vis des réfugiés syriens. William Hague aurait d'ailleurs promis à M. Mikati d'œuvrer pour assurer les fonds nécessaires afin d'aider les réfugiés, dont le nombre devrait atteindre les 450000 d'ici à juin prochain.

Le chef de la diplomatie britannique aurait également demandé au Premier ministre d'aider les autorités bulgares dans les faits pour démasquer les poseurs de bombe de l'attentat de Burgas, en Bulgarie.

L'entretien aurait également porté sur la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles, qui n'avait pas accepté la proposition du responsable britannique de livrer des armes aux révolutionnaires syriens. La France, entre autres, avait demandé de donner plus de temps aux concertations russo-américaines pour inciter les deux belligérants syriens à dialoguer.

Les deux hommes ont enfin évoqué les violations par l'armée syrienne de la souveraineté libanaise à la frontière, par le biais de tirs d'obus en direction des localités libanaises dans le Nord. L'entretien Mikati-Hague a également porté sur les efforts britanniques pour équiper l'Armée libanaise, les menaces israéliennes et les échanges commerciaux bilatéraux.

## Al Joumhouria

*Christina Chatah, journaliste libanaise proche du 14-Mars*

Selon des sources diplomatiques à Paris, la France a fait savoir au chef du gouvernement Najib Mikati qu'elle était opposée au report des élections législatives, en principe prévue début juin, indépendamment de la loi électorale qui finira par être adoptée. Paris a en effet comme préoccupation essentielle la sécurité et la stabilité du Liban, et tient également compte de la présence de la Finul, dans laquelle elle est un des principaux contributeurs. Un éventuel report des élections, ajoutent ces sources, sera dû à des raisons techniques et logistiques. Par ailleurs, la France insiste pour que toutes les échéances électorales soient respectées, en allusion à la présidentielle qui doit être organisée en mai 2014.

## ILS ONT DIT...

**Amine Gemayel**, ancien président de la République

“Je suis très inquiet pour les chrétiens de Syrie. Surtout à cause de la logique fanatique prônée par certaines factions. Cette logique est dangereuse pour les chrétiens mais aussi pour les musulmans qui ne partagent pas leur point de vue. Nous prônons le respect des droits de l'homme et l'acceptation de l'autre.

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

“Grâce au projet orthodoxe, les chrétiens ont recouvré leurs droits sans toucher à ceux d'autrui. Toutefois, nous restons ouvert à une autre loi qui réaliserait la justice et la parité pour toutes les communautés.

**Boutros Harb**, député de Batroun (14-Mars)

“Le projet orthodoxe est anticonstitutionnel et constitue un visa pour les chrétiens afin qu'ils quittent le Liban. Si les méthodes auxquelles on a eu recours lors de la séance des Commissions conjointes sont adoptées lors de l'assemblée plénière, un affrontement éclatera au Parlement et les législatives n'auront pas lieu, parce que cette loi sera contestée et ne passera pas, par la suite, au Conseil Constitutionnel. Il faut éviter l'isolement des communautés et les luttes confessionnelles qui pourraient résulter de l'adoption de cette loi. Le Liban perdra la pluralité qui le caractérise et les causes communautaires remplaceront celles nationales, ce qui sera catastrophique.

### **Missile sol-air syrien contre un MK israélien**

*Selon des informations sûres, l'armée syrienne a tiré hier un missile sol-air contre un appareil de reconnaissance israélien qui prenait des photos de positions militaires en Syrie dans la région de Yanta, non loin de la frontière libanaise. Il s'agissait d'un drone de type MK qui aurait été abattu par le projectile. Israël n'a fait aucun commentaire, mais de nombreux habitants de la région ont affirmé avoir vu un objet en flamme tomber du ciel dans la région de Rachaya, au Liban-Sud.*

### **La grogne sociale s'amplifie au Liban**

*Des manifestants ont bloqué ce jeudi matin la route qui mène au ministère de l'Enseignement, près du palais de l'Unesco à Beyrouth, répondant à l'appel lancé par le Comité de coordination syndicale (CCS). «Grève ouverte», «Pas de travail administratif», «Pas de formalités», pouvait-on lire sur des bannières que les manifestants ont accrochées sur les portes du ministère. Le président du CCS, Hanna Gharib, a annoncé qu'une manifestation aura lieu vendredi devant le ministère de l'Agriculture à Beyrouth. «Nous avons formé des comités pour coordonner les rassemblements devant les ministères de la capitale, dans le cadre de la grève ouverte», a lancé M. Gharib lors d'un discours. «D'ici la fin de la semaine nous allons former d'autres comités à travers le pays et nous allons prendre le contrôle du terrain. C'est de cette façon que nous allons gagner la bataille», a-t-il dit.*

## **Fides** (Agence missionnaire du Vatican)

Un fidèle de la communauté arménienne apostolique a été tué à bout portant par des terroristes en proie à la fureur religieuse. Yohannes A. (l'Agence Fides préfère ne pas diffuser le nom de la victime pour préserver la sécurité de sa famille), selon la communauté arménienne locale, est «un martyr du conflit syrien». L'homme se trouvait dans un convoi se dirigeant vers Alep. Le minibus à bord duquel il se trouvait a été arrêté sur le parcours par un groupe de miliciens islamistes qui a demandé leur carte d'identité aux voyageurs. Ayant remarqué que le nom de Yohannes s'achevait en «ian», ils l'ont identifié comme arménien. Ils l'ont donc arrêté et fouillé, découvrant qu'il portait une grande croix autour du cou. A ce moment-là, l'un des terroristes a ouvert le feu sur la croix, déchiquetant la poitrine de l'homme. Selon une source de Fides au sein de la communauté arménienne, «les terroristes étaient exaltés, hors d'eux-mêmes, comme s'ils avaient fait usage de drogue». Les modalités mises en œuvre dans le cadre de ces barrages routiers disséminés sur les routes de Syrie sont communes aux différentes bandes. Les autobus sont arrêtés aux barrages et les voyageurs dérobés ou sélectionnés en vue d'enlèvements ciblés, comme cela a été le cas des deux prêtres Michel Kayyal (arménien catholique) et Maher Mahfouz (grec orthodoxe) enlevés le 9 février et se trouvant encore entre les mains de leurs ravisseurs. Un autre épisode signalé à Fides concerne un groupe de chrétiens qui se rendait de Qamishli à Beyrouth afin de fuir la dramatique situation locale. Le bus sur lequel ils voyageaient a été frappé de plein fouet par une roquette qui a tué deux personnes: un homme dénommé Boutros et une femme de 22 ans dénommée Naraya, qui auraient dû se marier prochainement. Les bandits ont tout volé.

## **Elnashra.com** (Site d'information libanais indépendant)

Dans un entretien accordé à la télévision russe Russia Today, le ministre libanais des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a déclaré que «le dossier syrien constitue une grande source d'inquiétude pour le Liban et est très important» pour le pays du cèdre. Le chef de la diplomatie a rappelé que le Liban accueille quelque 240000 réfugiés syriens, bien que ses capacités et ses moyens soient modestes. «Cela ne nous a pas empêché de traiter le dossier des réfugiés selon une approche humanitaire et morale», a-t-il déclaré.

Evoquant les récents incidents à la frontière, M. Adnane a déploré les «informations imprécises» diffusées parfois par certains médias sur la participation d'éléments libanais dans les combats en Syrie, avant d'expliquer ce qui s'est réellement produit: «Il y a des villages libanais, dont les habitants sont détenteurs de la nationalité libanaise mais qui sont situés en territoire syrien. Cela est dû au tracé frontalier fait en 1920 qui a inclus des villages libanais à la Syrie. Il s'agit d'une vingtaine de bourgades dont Qoussair, Qasr et d'autres. Ce qui s'est passé était un acte d'auto-défense de la part de ces Libanais qui ont été attaqués par des éléments armés. Cela ne signifie pas qu'il y a une implication libanaise dans les événements en Syrie».

## **L'Orient-Le Jour**

Le premier juge d'instruction militaire, Riad Abou Ghida, a requis la peine de mort contre l'ancien ministre Michel Samaha et - pour la première fois dans l'histoire du Liban de l'après-guerre - contre un haut responsable syrien, en l'occurrence le chef des renseignements, le général Ali Mamlouk, les accusant d'avoir voulu commettre des attentats terroristes contre des personnalités libanaises, des rebelles syriens et leurs passeurs, porter ainsi atteinte à la sécurité du pays et provoquer une discorde communautaire. Il a prononcé un non-lieu en faveur de la ministre syrienne Bouthayna Chaabane, pour insuffisance de preuves, et demandé aux services de sécurité de déterminer le patronyme du colonel Adnane, chef du bureau du général Mamlouk. Selon le juge, «Samaha avait l'intention de faire usage des explosifs saisis dans sa voiture, qui lui avaient été remis par le colonel Adnane avec l'approbation du général Mamlouk, mais les attentats n'ont pas eu lieu pour des raisons indépendantes de sa volonté» relatés en détail dans l'acte d'accusation.